

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 08/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

6 rue Cognac Jay
75007 Paris

Références : 2023-1164
Code AIOT : 0010000633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 37 rue de Cercelé BP 125 37301 Joué-lès-Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 37 rue de Cercelé BP 125 37301 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13 058 du 5 septembre 1989 modifié et complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'activité industrielle est divisée en deux grandes activités :

- la production et le conditionnement de l'Acétylène (usine Acétylène) ;
- le conditionnement d'autres gaz divers (usine CCOAM ou Centre de Conditionnement O2, Argon et Mélanges (CO2, Azote et Hélium)) avec l'atelier ALIS (inspection des bouteilles et cadres). Cette activité va prochainement être arrêtée sur le site de Joué-lès-Tours, les volumes vont être repris par le site de Carquefou (44).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 05/09/2022
- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 04/11/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Modifications des conditions d'exploitation - rub. 4442	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Stockage de gaz lors du stationnement des camions	AP Complémentaire du 17/01/2008, article 14.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Rétention de la cuve d'acétone (NC3 de la visite d'inspection du 12/06/20)	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.3.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Armoire produits chimiques (D1 de la visite d'inspection du 12/06/2020)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de l'incident du 29/08/2022	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 5 modifié par l'AP du 17/01/2008	Susceptible de suites	Sans objet
2	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 6 – I.710 ajouté par l'APC du 18/12/2003		
3	Contrôles du réseau incendie IGA	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.712 ajouté par l'APC du 17/01/2008	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Améliorations suite à l'incident du 29/08/2022	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.712 ajouté par l'APC du 17/01/2008	Susceptible de suites	Sans objet
5	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 17/01/2008, article 16	Susceptible de suites	Sans objet
6	Rejets eau	AP Complémentaire du 18/01/2008, article 17-3	Susceptible de suites	Sans objet
10	BSD (NC2* de la visite d'inspection du 12/06/2020)	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45-I (Modifié par Décret n°2021-1395 du 27 octobre 2021 - art. 2)	Susceptible de suites	Sans objet
14	Poteau incendie	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.71 complété par l'APC du 17/01/2008	Susceptible de suites	Sans objet
15	Vérification des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.71 complété par l'APC du 17/01/2008	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de l'incident du 29/08/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 5 modifié par l'AP du 17/01/2008
Thème(s) : Risques accidentels, Notification d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2022• constat : <i>L'exploitant a bien informé l'inspection des installations classées. Il doit transmettre la fiche de notification d'incident complétée, incluant l'analyse des causes et le programme d'actions curatives, correctrices et préventives.</i>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou long terme.</p>
Constats : <p>L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.</p>
Observations : <p>L'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident complétée par courrier du 12/09/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.7.10 ajouté par l'APC du 18/12/2003
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2022• constat : <i>Le 29/08/2022, l'établissement a été laissé sans surveillance au moins entre 19h20 et 19h45. L'exploitant doit s'assurer de la présence sur site de la société de gardiennage hors des périodes d'exploitation.</i>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'établissement sera surveillé par une société de gardiennage présente physiquement sur le site, hors des périodes d'exploitation, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none">• de 21h00 à 5h00 tous les jours,• les week-end et jours fériés toute la journée. [...]
Constats : <p>L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.</p>
Observations : <p>Suite à l'incident du 29/08/2022, l'exploitant a mis en place une nouvelle organisation afin de s'assurer de la bonne prise en charge de la surveillance par la société de gardiennage consistant en une passation physique par le personnel AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE au gardien, qui acte la remise du document.</p> <p>Cela a bien été constaté sur le cahier de passation présenté lors de la visite d'inspection pour la journée du 09/10/2023 (au niveau des observations).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles du réseau incendie IGA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.7.12 ajouté par l'APC du 17/01/2008
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>L'exploitant doit s'assurer que le relevé de pression des bouteilles d'azote est correctement réalisé quotidiennement, à un horaire adapté. De plus, la procédure de test mensuel, entraînant une baisse de pression de la bouteille d'azote, doit être suivie d'un relevé de pression.</i> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs techniques comprennent a minima : [...] le réseau d'arrosage automatique de sécurité (IGA) de l'atelier de conditionnement des bouteilles d'acétylène. [...] Les dispositifs sont contrôlés annuellement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]
Constats : L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.
Observations : Suite à l'incident du 29/08/2022, l'exploitant a modifié 2 formulaires internes : test mensuel IGA et check-list arrêt usine. La pression des bouteilles d'azote du réseau IGA est ainsi relevée le soir en plus du matin, et à l'issue des tests mensuels. Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, les documents suivants ont été présentés : - fiche de vie du test mensuel IGA du 29/09/2023, indiquant les pressions des bouteilles d'azote relevées à la fin du test ; - check-list d'arrêt d'usine du 02/10/2023 à 19h30, indiquant les pressions des bouteilles d'azote.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Améliorations suite à l'incident du 29/08/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.7.12 ajouté par l'APC du 17/01/2008
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>La mise en place des parades techniques ou organisationnelles faisant suite à l'incident du 29/08/2022 doivent être étudiées et mises en place.</i> • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant. Ces anomalies et défaillances doivent : <ul style="list-style-type: none"> • être signalées et enregistrées, • être hiérarchisées et analysées • donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. [...]
Constats :

Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Observations : <p>En plus des actions d'amélioration détaillées aux points de contrôle n°2 et 3 du présent rapport concernant la nouvelle organisation mise en place pour la surveillance de l'établissement et les relevés de pression, une amélioration technique a été mise en place : la pression des deux bouteilles d'azote du réseau IGA est désormais affichée sur la supervision présente dans le bâtiment, et un SMS est envoyé au chef d'établissement et responsable d'exploitation de manière automatique dès lors que la pression est inférieure à 50 bar.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la cohérence entre la pression indiquée sur la supervision et celle indiquée sur les manomètres présents au niveau des bouteilles d'azote.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a également contacté le SDIS 37 afin de mettre à jour les coordonnées à disposition des pompiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2008, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 constat : <i>L'exploitant n'a pas renseigné la totalité des prélèvements en eau pour l'année 2021 sur l'application GEREP.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. [...]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats sont portés sur un registre.</p>
Constats : <p>L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.</p>
Observations : <p>Les consommations d'eau renseignées sur l'application GEREP pour l'année 2022 font état d'une consommation totale de 9 960 m³, dont 3 997 m³ provenant d'eaux souterraines. L'exploitant précise qu'une panne sur la pompe a entraîné une baisse de la consommation d'eau de forage pour l'année 2022.</p> <p>Il a présenté le registre (relevé hebdomadaire) pour l'année 2023 présentant une consommation à la date de la visite d'inspection (27/10/2023) de 2 161 m³ d'eau de ville et plus de 7 000 m³ d'eau de forage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2008, article 17-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022

<ul style="list-style-type: none"> • constat : <i>Les effluents ne respectent pas les caractéristiques autorisées pour le pH.</i> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • température : < 30°C • pH compris entre 5,5 et 8,5 • modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l • matières en suspension totales <100 mg/l • DBO5 (sur effluent non décanté) <100 mg/l • DCO (sur effluent non décanté) <300 mg/l • hydrocarbures totaux <10 mg/l [...]
Constats : L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse des rejets du site (en sortie du séparateur à hydrocarbures) en date du 10/08/2023 par la société INOVALYS (n°D230804779). Les valeurs limites sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>L'état des stocks est incomplet et présente des incohérences.</i> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...]. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]
Constats : L'état des stocks est incomplet et présente des incohérences.
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'état des stocks en date du 26/10/2023 à 20h a été présenté. Les observations formulées lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 sont reconduites : - La quantité de 45 tonnes de carbure de calcium pour une quantité autorisée de 45 tonnes est reprise deux fois, pour la rubrique 1455 et pour la rubrique 4620, ce qui amène de la confusion. Par ailleurs, cette quantité n'est pas cohérente avec l'état des stocks réel. L'exploitant a présenté

<p>un état des stocks du carbure de calcium séparé faisant état de la présence de 30 fûts sur site, soit environ 900 kg.</p> <p>- Une quantité de 13 tonnes pour une quantité autorisée de 13 tonnes est indiqué pour la rubrique 3410 (fabrication d'acétylène). Néanmoins, il est indiqué une quantité différente d'acétylène correspondant à la rubrique 4719, cela n'est pas cohérent.</p> <p>- Les mentions de dangers ne sont pas indiquées.</p> <p>- Tous les produits ne sont pas pris en compte. L'exploitant indique que les produits présents dans l'armoire "produits chimiques" et les déchets ne sont pas pris en compte au vu des faibles quantités présentes. Il convient tout de même d'avoir une information dans l'état des stocks (quantité approximative). De plus, il indique que le lait de chaux n'est pas répertorié dans l'état des stocks, car il s'agit d'un produit non combustible, non dangereux. Néanmoins, ce produit peut être corrosif et nécessiter des précautions particulières de la part des pompiers, dans ce cas il convient de renseigner les quantités présentes dans l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Modifications des conditions d'exploitation - rub. 4442

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier et modifications
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>L'exploitant doit régulariser la situation administrative de l'établissement :</i> <ul style="list-style-type: none"> - en complétant son dossier de porter à connaissance, notamment en y intégrant les éléments concernant la nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ; - ou en cessant l'activité concernée par le courrier du 04/09/2022, et en procédant à la remise en état conformément aux mesures prévues par l'article R. 512-39-1. • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations seront situées et installées conformément aux plans joints et à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en complétant son dossier de porter à connaissance en intégrant les éléments concernant la nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ; - ou en cessant l'activité concernée par le courrier du 04/09/2022, et en procédant à la remise en état conformément aux mesures prévues par l'article R. 512-39-1.
<p>Observations :</p> <p>Par courrier du 19/04/2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un stockage de 1 842 kg de produits relevant de la rubrique 4442 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 05/09/2023, l'exploitant a indiqué que le stockage de cette substance est amené à cesser, les volumes allant être repris par le site de Carquefou.</p> <p>L'état des stocks en date du 26/10/2023 fait état d'une quantité de 0,051 tonnes de produits relevant de la rubrique 4442. L'exploitant précise que cela correspond à 2 bouteilles qui vont être transférées hors du site prochainement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Stockage de gaz lors du stationnement des camions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2008, article 14.1
Thème(s) : Situation administrative, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 constat : <i>Le stockage de gaz réalisé sur le site de Joué-les-Tours dans le cadre du stationnement des camions doit être pris en compte, en particulier l'étude de dangers doit être mise à jour.</i> type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription <ul style="list-style-type: none"> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022, article 2
Prescription contrôlée : L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : Le stockage de gaz réalisé sur le site de Joué-les-Tours dans le cadre du stationnement des camions doit être pris en compte, en particulier l'étude de dangers doit être mise à jour. L'exploitant doit apporter des éléments complémentaires en réponse à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 04/11/2022.
Observations : Par courrier du 30/12/2022, l'exploitant a sollicité un délai supplémentaire concernant ce point, afin de déterminer si le stationnement est connexe aux installations ou non. Par mail du 21/02/2023, il a informé l'inspection des installations classées de la conclusion de l'étude, à savoir la connexité du stockage. Il précise que les risques liés aux produits sont pris en compte dans l'étude de dangers, mais qu'une mise à jour est prévue (notamment en prenant en compte la localisation différente du stationnement) pour fin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : BSD (NC2* de la visite d'inspection du 12/06/2020)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45-I (Modifié par Décret n°2021-1395 du 27 octobre 2021 - art. 2)
Thème(s) : Autre, BSD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/06/2020 NC2* : <i>Le cadre 9 des bordereaux de suivi de déchets n'est pas toujours complété (nom et date). Le retour du traitement final effectif n'est pas automatique.</i> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 constat : <i>La NC2* de la visite d'inspection du 12/06/2020 est reconduite. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le BSD du 25/03/2022 complété incluant</i>

<i>le traitement final des boues du séparateur.</i> <ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...]Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. [...]
Constats : L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, l'exploitant précise que l'installation de destination finale est une installation de tri, transit, regroupement car il y a rupture de traçabilité pour ce déchet. Le BSD précise bien : "regroupement avec autorisation de rupture de traçabilité".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rétention de la cuve d'acétone (NC3 de la visite d'inspection du 12/06/20)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des ruptures et des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/06/2020 NC3 : <i>La rétention de la cuve d'acétone n'est pas vide et ne semble pas en bon état (fissures, végétation, mousse...).</i> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 constat : <i>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de l'étanchéité de la rétention de la cuve d'acétone.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les sols des dépôts de matières inflammables en récipients, en fûts ou conteneurs seront imperméables et incombustibles [...]
Constats : L'exploitant doit transmettre les justificatifs de l'étanchéité de la rétention de la cuve d'acétone.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, l'exploitant indique qu'un test de mise en eau de la rétention a été réalisé en interne, mais qu'il n'a pas été tracé. Il précise qu'un test annuel est prévu, il veillera à conserver un justificatif de la bonne réalisation de ce test.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Armoire produits chimiques (D1 de la visite d'inspection du 12/06/2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des rétentions et stockages associés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/06/2020 D1 : <i>L'exploitant fournit à l'inspection la liste des produits stockés dans l'armoire « produits chimiques ».</i>

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification de la compatibilité des produits stockés dans l'armoire « produits chimiques ».</i> • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification de la compatibilité des produits stockés dans l'armoire « produits chimiques ».
Observations : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'armoire « produits chimiques » contient quelques produits en petite quantité. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'ils ne sont pas incompatibles. Il transmettra les justificatifs à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2020 • D2 : <i>L'exploitant fournit à l'inspection une mise à jour du calcul des besoins en eau (selon le document technique D9) et du calcul du dimensionnement des rétentions (selon le document technique D9A).</i> • D3 : <i>L'exploitant précise le volume exact du bassin de rétention présent sur le site.</i> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>L'exploitant doit préciser le calcul de dimensionnement des besoins en eaux d'extinction (selon le document technique D9) et transmettre à l'inspection des installations classées le calcul du dimensionnement des rétentions (selon le document technique D9A). D'après les éléments fournis, la rétention des eaux d'extinction incendie est insuffisante.</i> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription <ul style="list-style-type: none"> ◦ Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022, article 3
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>[...] Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit prendre en compte le volume d'eau du réseau IGA dans le calcul du dimensionnement des rétentions (selon le document technique D9A). Il doit justifier les dimensions du bassin de rétention et son caractère étanche.</p> <p>L'exploitant doit apporter des éléments complémentaires en réponse à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 04/11/2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>La note de calcul des besoins en eau incendie pour le site a été transmis par courrier du 29/12/2020. Il est fait état d'un besoin de 240m³/h soit 480m³ pour 2 heures.</p> <p>Par courrier du 30/12/2022, l'exploitant précise que les zones extérieures n'ont pas été prises en compte car elles sont négligeables par rapport aux bâtiments.</p> <p>De plus, il a transmis le calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (réalisé selon le document technique D9A) indiquant un besoin en rétention de 710 m³. Il est constaté que le volume d'eau du réseau d'extinction automatique incendie IGA n'est pas pris en compte dans le calcul.</p> <p>L'exploitant précise que le volume de 450 m³ du bassin de rétention qui avait été indiqué par courrier du 22/07/2020 est une erreur, le bassin de rétention ayant un volume de 1 354 m³. Les dimensions prises en compte pour le calcul du volume du bassin ne sont pas justifiées.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le bassin de confinement des eaux incendie est entièrement recouvert de végétation. L'exploitant doit justifier du caractère étanche de ce bassin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Poteau incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.7.1 complété par l'APC du 17/01/2008</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin d'eaux recyclées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 constat : <i>Le poteau incendie localisé à proximité du site n'est pas facilement accessible.</i> type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des prescriptions ci-après, les moyens de lutte contre l'incendie seront fixés en liaison avec le Service Départemental d'incendie et comprendront au minimum : [...] des poteaux d'incendie normalisés (FS 6121 3) de 100 mm implantés à l'intérieur et/ou à l'extérieur des bâtiments, [...] Le matériel de lutte contre l'incendie est maintenu en bon état, repéré et facilement accessible. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, il a été constaté que le poteau incendie n'est plus occupé par des gens du voyage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.7.1 complété par l'APC du 17/01/2008
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin d'eaux recyclées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2022 • constat : <i>Les extincteurs ne sont pas contrôlés annuellement.</i> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription <ul style="list-style-type: none"> ◦ Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022, article 1
Prescription contrôlée : Sans préjudice des prescriptions ci-après, les moyens de lutte contre l'incendie seront fixés en liaison avec le Service Départemental d'incendie et comprendront au minimum : [...] des extincteurs en nombre suffisant pour les risques dus aux matières inflammables, au matériel électrique ou autres répartis à divers emplacements [...] <p>La périodicité des contrôles et vérifications est définie par l'étude de dangers. En l'absence de justifications basées sur le retour d'expérience, les conditions d'exploitation et les données et garanties du constructeur ou du fournisseur, elle est a minima annuelle (1 an). [...]</p>
Constats : L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 04/11/2022.
Observations : Par courrier du 17/11/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs en date du 27/10/2022. Par échantillonnage sur un extincteur, il a été constaté que la date de la dernière vérification est octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet